



Solidaires Finances Publiques VAL - DE - MARNE

Local syndical - Hôtel des Finances
1 Place du Général Billotte - 94 040 CRÉTEIL Cedex
Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95
solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

Déclaration liminaire du Comité Technique Local (CTL) du 3 octobre 2022

Décidément, les CTL passent... mais la définition du dialogue social par la Direction trépassé !

Ainsi, nous nous voyons à nouveau obligés de dénoncer :

- l'absence de dialogue social de qualité
 - des documents systématiquement envoyés 7 jours (ou moins) avant les instances, afin de nous laisser le moins de temps possible pour préparer ;
 - un ordre du jour qui porte sur des sujets déjà mis en place ;
 - des documents parfois très génériques, qui conduiront à de nombreuses questions lors du CTL. (Par exemple, le calendrier de la création des antennes... et de leur fermeture, puisqu'elles sont déjà condamnées !)
 - deux réunions en 1 mois programmées le mercredi, en violation à nouveau de la charte du dialogue social. Alors que les formations contre les violences sexistes se multiplient, la Direction semble oublier que cette disposition vise justement à ne pas stigmatiser les collègues à temps partiel (majoritairement des femmes, à temps partiel le mercredi). D'autant plus que la réunion en plein mois d'août a eu lieu avec plus d'un mois de retard au regard de tous les autres départements concernés... et le lendemain de la publication des informations sur Ulysse national.
- Il doit s'agir là de la définition par le dictionnaire DDFiP 94 de « l'information **préalable** » !
- etc.

Ainsi, alors que Solidaires a alerté la Direction à plusieurs reprises sur :

- la surcharge de travail pour les collègues de Direction (dont votre seule réponse a été de multiplier la création de postes de A++... **comme quoi, créer des emplois, c'est possible !**) ;
- le fait que le TAGERFiP soit sous-dimensionné au regard des besoins des services (y compris en Direction) ;
- la surcharge de travail pour les services, liées aux restructurations incessantes ;
- l'explosion exponentielle du nombre de réunions depuis votre arrivée ;
- l'allongement des délais de visa partout ;

- la souffrance au travail.

Face à tout cela, aux mensonges répétés (mais non, il n'y a aucun projet de restructuration des PCE, etc.), et afin de réaffirmer notre opposition à la volonté de détruire le service public de proximité, Solidaires Finances publiques à décider de boycotter l'instance de ce jour !

L'intersyndicale Solidaires, CGT et FO Finances publiques 94 vous remet la pétition signée par 65 % des agents de Créteil, afin d'obtenir une compensation au regard des fermetures à répétition de la cantine de Créteil.